

ATLAS GÉOPOLITIQUE

du monde contemporain



PODCASTS & VIDÉOS

Romain **Bertolino**
Alexandre **Negrus**
Nato **Tardieu**
Préface de Michel Foucher
Postface de Anne-Cécile Robert

ellipses

La Chine : des moyens à la hauteur de ses ambitions mondiales

La Chine se mue en puissance de projection afin de mieux influencer sa périphérie, proche ou plus lointaine.

Première puissance commerciale et deuxième puissance économique mondiale, la Chine consomme 25 % de l'énergie produite dans le monde, est responsable de près de 30 % des émissions de gaz à effet de serre et dépense davantage pour ses dépenses militaires que l'ensemble de ses voisins asiatiques réunis, Australie comprise. Au-delà de ces statistiques illustrant le poids désormais considérable du pays, le régime politique chinois a surtout des ambitions clairement affichées : réaliser le rêve chinois et faire renaître la nation chinoise, c'est-à-dire atteindre une position de supériorité économique, militaire et technologique d'ici à 2049. Pour cela, le pays se donne les moyens de contrôler son territoire, mais aussi sa périphérie, et entend surtout influencer au mieux ses voisins, proches ou lointains.

■ Une affirmation de puissance au détriment de ses voisins

Le tournant autoritaire initié par le secrétaire général du Parti communiste, Xi Jinping, depuis la fin de l'année 2012 ne cesse de s'intensifier. Le principe « un pays, deux systèmes » qui devait permettre à Hong Kong de préserver un haut degré d'autonomie jusqu'en 2047 est remis en cause. Les violations manifestes et documentées des droits de l'homme se multiplient au Xinjiang, malgré les condamnations internationales. Et malgré les promesses des autorités, l'artificialisation, puis la militarisation d'îlots en mer de Chine méridionale se couplent à l'intimidation des pays riverains par des opérations de guerre hybride afin de les déstabiliser. Les tensions frontalières terrestres s'aggravent également, en témoignent les incidents meurtriers avec l'Inde dans la région du Ladakh et l'objectif de la Chine d'y

changer un *statu quo* précaire. C'est aussi cet objectif qui explique la multiplication des incursions aériennes chinoises dans la zone d'identification de défense aérienne taïwanaise et, plus largement, une pression militaire, économique et diplomatique considérable sur une démocratie exemplaire, contre-modèle évident pour la société chinoise et bête noire de Pékin.

■ L'économie comme outil d'influence politique

Au-delà de sa périphérie immédiate, la Chine entend utiliser son poids économique comme outil d'influence politique et, pour cela, multiplie les mesures comme la signature d'accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux tels que le Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP). L'initiative des routes de la soie, présentée dès 2013 au Kazakhstan et en Indonésie et mise en œuvre à partir de 2015, n'est pas simplement une stratégie de construction d'infrastructures ferroviaires et portuaires, mais bien une stratégie visant à accroître la dépendance de nombreux pays à la Chine. Cette dépendance est, ensuite, exploitée afin de multiplier les pressions politiques, comme c'est le cas avec l'Australie dont près de la moitié des exportations étaient, en 2020, à destination du marché chinois. Si les investissements chinois sont une aubaine pour de nombreux pays en développement, ils manquent de transparence et se font parfois sans aucune prise en compte de la solvabilité des emprunteurs créant, dans certains cas, un piège de la dette inquiétant. Par ailleurs, les routes de la soie se déclinent désormais dans de nombreux domaines. Ainsi ont vu le jour une route de la soie numérique ou encore une route de la

soie de la santé, initiative bénéficiant même d'un partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé depuis 2017, soit bien avant la pandémie de la Covid-19.

■ En quête d'un multilatéralisme alternatif et sélectif

La Chine entend mettre en place un réseau d'organisations régionales nouvelles, comme la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), ou prendre le leadership de forums inter-gouvernementaux existants, comme la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA). Ce multilatéralisme sélectif et alternatif de la Chine est un vecteur supplémentaire de son influence et vient compléter l'activisme chinois au sein du système onusien. Deuxième contributeur au budget régulier de l'Organisation des Nations unies (ONU), devant le Japon et l'Allemagne, la Chine a largement profité du retrait partiel américain décidé par l'administration Trump et a réussi à nommer ses diplomates à la tête d'au moins quatre agences importantes dont l'Union internationale des télécommunications et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, contre seulement une pour les États-Unis.

■ Une influence militaire internationale grandissante

Sur le plan militaire, si la Chine, contrairement aux États-Unis, ne bénéficie pas d'un réseau d'alliances, à l'exception de son accord de défense avec la Corée du Nord datant de 1961, ses forces armées interviennent de fait déjà hors de ses frontières et ce, alors que la protection de ses intérêts à l'étranger est désormais une priorité, en lien notamment avec la multiplication de ces intérêts liée à l'augmentation de ses ressortissants (touristes, *businessmen*, étudiants, etc.), de ses investissements et des sources d'approvisionnement en matières premières. Le pays participe à des opérations de maintien de la paix depuis les années 1990 et a envoyé des troupes combattantes pour la première fois au Mali en 2014, conduit des opérations de lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden depuis 2008, multiplie des opérations d'évacuation de ses ressortissants, comme en Libye en 2011 ou au Yémen en 2015, ou encore mène des opérations de contre-terrorisme en Asie centrale. En dehors du cas de Djibouti, une interrogation demeure sur la présence de forces armées chinoises au Tadjikistan dans le corridor du Wakhan, à la frontière de l'Afghanistan, afin de sécuriser en amont la province du Xinjiang du risque de déplacement de groupes terroristes.

Antoine BONDAZ

*Chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique
et enseignant à Sciences Po*

La Chine : hégémonie régionale et ambitions planétaires

I. Beijing s'affirme à l'échelle nationale et internationale



Régions autonomes et région administrative spéciale où le pouvoir central accroit significativement son autorité



Pays membres, avec la Chine, de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)



Zone maritime revendiquée par la Chine



Bases et facilités militaires chinoises à l'étranger



Îles de la mer de Chine méridionale artificialisées et militarisées par l'armée chinoise



Djibouti : première base militaire chinoise officielle à l'étranger

II. Les investissements comme instrument de la puissance



Pays membres, avec la Chine, de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII)



Partenariat régional économique global (RCEP), signé en novembre 2020 : la plus importante zone de libre-échange au monde



Investissements portuaires chinois

Infrastructures existantes ou en réalisation dans le cadre de la *Belt and Road Initiative* (BRI) :



Voies ferrées



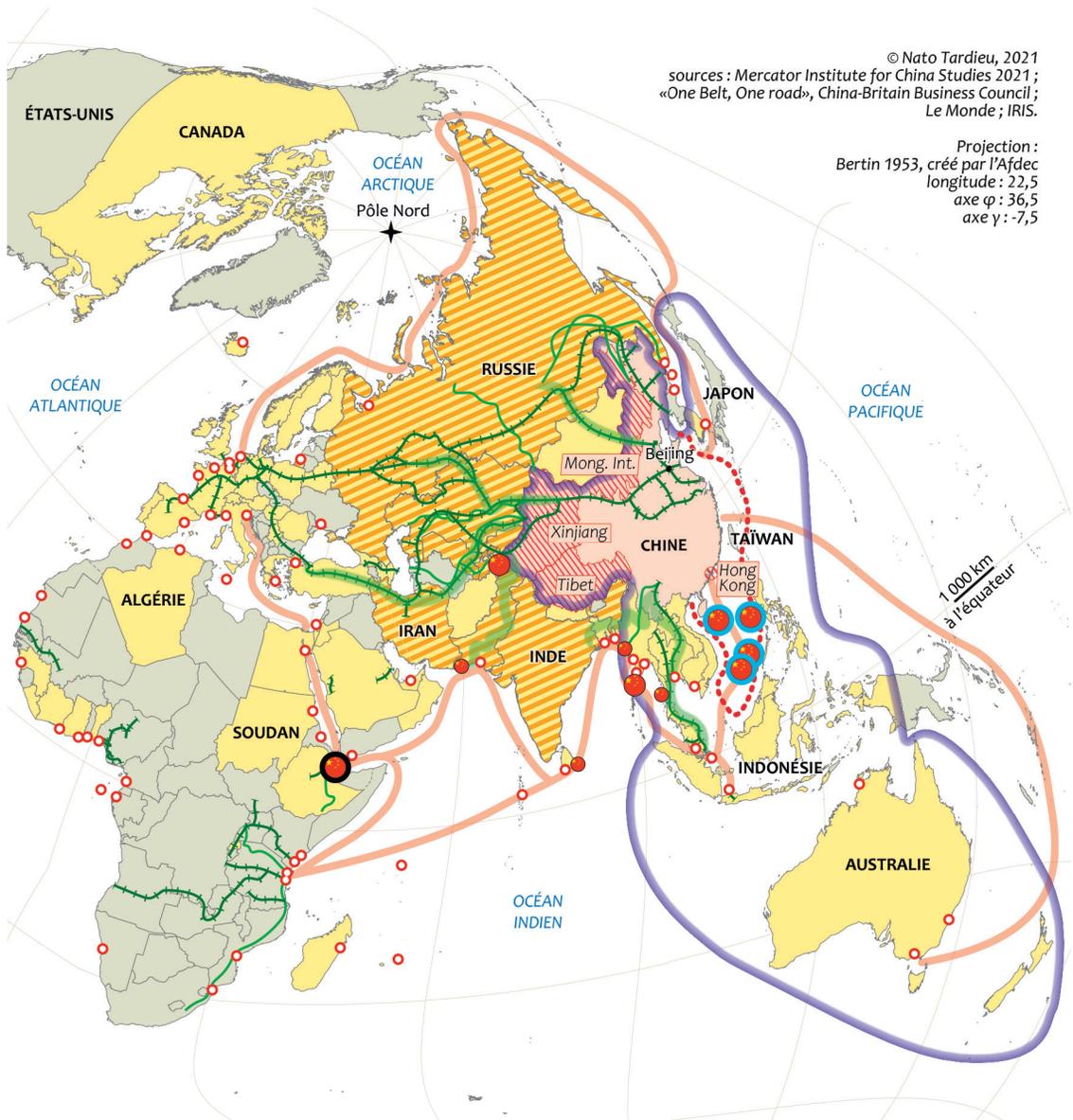
Gazoducs et oléoducs



Infrastructures routières et corridors économiques



Routes maritimes



La première puissance mondiale fragilisée?

Malgré des attributs de puissance exceptionnels, la première puissance mondiale, fragilisée et en perte de crédibilité, s'engage irrémédiablement dans une rivalité systémique avec la Chine.

Pour les États-Unis, le temps n'est plus à l'hégémonie. Alors qu'il eût été iconoclaste de s'interroger sur la solidité des fondements de la puissance américaine au sortir de la guerre froide, une telle démarche est, aujourd'hui, légitime. Certes, les États-Unis demeurent la puissance dominante, grâce à des capacités inégalées et à l'exercice d'une volonté de puissance nourrie d'exceptionnalisme et portée par une vision messianique de leur rôle dans le monde. Mais l'hyperpuissance a perdu de sa superbe. Épuisée par un surinvestissement stratégique, diminuée par des campagnes de contre-insurrection vexatoires qui l'ont confrontée aux limites de sa puissance et fragilisée par des dissensions politiques qui délitent son corps social, sa crédibilité s'amenuise. Désormais, dans un contexte géostratégique bouleversé où puissances émergentes, résurgentes ou assertives contestent l'ordre établi dont les États-Unis sont le garant, ceux-ci s'engagent résolument dans une rivalité systémique avec le « *near-peer competitor* » chinois. Le pivot vers l'Indopacifique n'est toutefois pas qu'une inflexion des priorités stratégiques américaines ; il recèle le potentiel de changer la face du monde dont l'Amérique entend rester le guide éclairé. À quel prix ?

■ Une puissance aux capacités et à l'influence inégalées

L'Amérique possède des attributs de puissance qui lui confèrent un poids et une influence incomparables. Son exceptionnelle situation géographique, son dynamisme démographique, son autonomie énergétique et une économie conquérante, portée par des investissements massifs dans la recherche scientifique et technologique, lui garantissent une position dominante qu'elle consolide

par le recours à un arsenal juridique exorbitant du droit international. En soutien de leur grande stratégie d'engagement à l'échelle du globe, les États-Unis disposent également d'un appareil militaire sans rival (37 % de la dépense mondiale), adossé à une architecture de systèmes et une puissance cybernétique et de renseignement hors pair. Ils contrôlent ainsi tous les espaces communs et restent dominateurs dans l'ensemble des domaines d'exercice de la puissance militaire. Ils s'appuient en outre sur un réseau d'alliances et de partenariats stratégiques unique au monde qui leur procure un avantage asymétrique certain. Enfin, par l'approche dialogique de ses intérêts et de ses valeurs « universelles » au service d'une volonté de puissance assumée, l'Amérique « bienveillante » légitime son action extérieure *ipso facto* favorable au reste du monde. Ce sophisme sous-tend d'ailleurs sa stratégie d'influence (*soft power*) qui, confortée par son pouvoir d'intimidation et de dissuasion, lui permet d'exporter son modèle de civilisation.

■ Aujourd'hui fragilisée et à la crédibilité entamée

Cependant, l'érosion – ou le relatif déclin – de la puissance américaine est manifeste.

Sur le plan extérieur, la grande stratégie de « *deep engagement* » décidée au sortir de la guerre froide aura culminé avec les mésaventures contre-insurrectionnelles au Moyen-Orient et en Afghanistan. La fin de l'Histoire n'aura été qu'un bref moment d'hégémonie absolue. Aveuglée par son messianisme démocratique et traumatisée par les attentats du 11 septembre 2001, l'Amérique s'est épuisée dans un surinvestissement stratégique qui a terni son image et décontenancé sa population. Depuis, la résurgence russe

et l'affirmation chinoise ont modifié la donne mondiale et signifié le retour de la grande compétition stratégique, y compris par des voies subversives visant à contourner la suprématie militaire américaine et à exploiter les vulnérabilités de son régime démocratique.

Sur le plan intérieur, les aléas d'une économie financiarisée à l'extrême et l'endettement structurel suscitent la controverse. Mais c'est le système démocratique lui-même qui semble atteint, jusque dans ses fondements, par la polarisation politique extrême, la radicalisation idéologique ou encore l'attrait du populisme. L'Amérique est profondément divisée et travaillée par des tendances centrifuges ; sa cohésion nationale n'est clairement plus assurée. Or, sans cette dernière, concevoir et mettre en œuvre une politique extérieure crédible est problématique, comme l'attestent d'ailleurs les inquiétudes de ses alliés et les actions désinhibées de ses rivaux qui y voient un signe de faiblesse et une occasion à exploiter.

■ Arc-boutée sur le maintien de son leadership mondial qui se jouera dans l'Indopacifique

L'Amérique a entamé, dès 2008, une inflexion stratégique vers le nouveau centre de gravité du monde, l'Indopacifique. Elle semble déterminée à relever les défis qui s'y amoncellent, quoi qu'il en coûte, convaincue que sa primauté en dépend.

Le Département de la Défense identifie quatre puissances hostiles – Chine, Russie, Iran et Corée du Nord – et une menace transverse – l'extrémisme violent. Dans un contexte géopolitique d'une rare volatilité, l'Amérique fait toutefois de la Chine sa priorité stratégique absolue, dans l'intention, selon une logique toute mackindérienne, de prévenir à tout prix l'avènement d'un hégémon régional. Or, la région Indopacifique est instable, traversée par des rivalités historiques et culturelles multiples et profondes, et sous la menace constante d'arsenaux conventionnels, mais aussi nucléaires, aux mains de puissances dont la maîtrise de la grammaire de la dissuasion reste incertaine.

Ainsi, la peur du déclassement autant que du rival chinois, l'honneur blessé d'une superpuissance malmenée et défiée et la défense d'intérêts mondiaux semblent animer Washington, qui n'hésitera pas à agir avec un pragmatisme froid, comme l'atteste la conclusion, le 15 septembre 2021, des accords instituant une alliance entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis visant à contrer l'expansionnisme chinois dans l'Indopacifique (accords dits AUKUS – acronyme de l'anglais Australia, United Kingdom et United States).

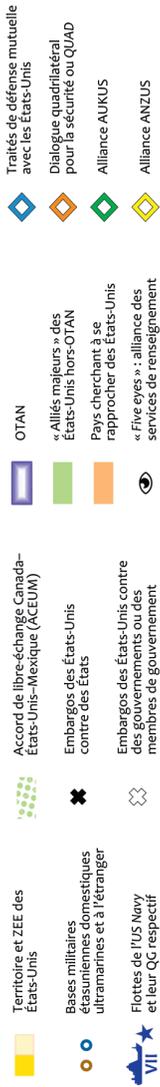
Le risque d'escalade ou d'engrenage fatidique est réel. Est aussi inquiétant celui d'une montée aux extrêmes, possible corollaire du mimétisme stratégique en voie d'affirmation, qui verrait les protagonistes s'accommoder de bien des dérives, y compris éthiques, face notamment au potentiel démiurgique des nouvelles technologies dont la maîtrise conditionnera sans doute le maintien, ou l'accès, au statut si convoité de première puissance mondiale.

Didier GROS

*Chercheur et enseignant en science politique,
chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique*

Les États-Unis d'Amérique : le maintien de la première puissance mondiale?

I. La force d'un *hard power* qui reste sans commune mesure



II. Le basculement de la politique étrangère des États-Unis vers l'Indopacifique

